

FINANCES

EXTRAIT DE "THE BACHE REVIEW"

Condition dans laquelle les chemins de fer américains ont été rendus à leurs propriétaires

Le fait le plus important de cette semaine a été probablement le retour des chemins de fer américains à leurs propriétaires. Dans quelle condition le Gouvernement les a-t-il rendus? D'après les rapports optimistes du Gouvernement ils sont naturellement dans un état aussi bon sinon meilleur que lorsque le gouvernement en a pris possession. Le contrat prévoyait que ces chemins de fer devaient être rendus dans le même état qu'on les avait reçus. D'après les rapports de certaines autorités et la constatation générale, il semblerait qu'il n'en a pas été ainsi.

Dans des cas spéciaux où le gouvernement avait besoin d'un certain réseau pour les services de guerre, de grandes améliorations ont été faites. Mais partout ailleurs la négligence a régné et la détérioration s'en est suivie. La faute n'en est imputable à personne en particulier. C'est la guerre qui a rendu cette façon de faire inévitable.

Inconvénients généraux de la direction par le Gouvernement

Chaque fois que le gouvernement prend possession d'un service à titre temporaire ou définitif il se produit un relâchement matériel et moral. Il se passera encore bien du temps avant que les chemins de fer aillent aussi bien qu'avant la guerre.

La guerre à l'Interboro

Nous voyons cependant à New-York une administration à l'esprit étroit chercher à mettre l'Interboro sous le contrôle municipal. C'est une question très grave à examiner. L'Interboro est le système de transport le mieux conduit du monde entier, qui est sans égal pour la sécurité, la rapidité, la ponctualité et le bien-être du public. Et c'est cet important réseau que les citoyens de New-York permettent d'attaquer injustement...

La prospérité des chemins de fer dépend de ceux qui fixent les taux

Bien que la tâche soit rude pour rétablir un très bon service, la situation financière des chemins de fer s'est grandement améliorée et les titres de ces entreprises promettent en général plus que jamais. Il est bon de constater que le Congrès a enfin reconnu la nécessité d'essayer d'assurer de meilleurs bénéfices aux chemins de fer, en constatant le changement d'attitude du public à cet égard.

Les craintes de dissolution se sont dissipées

Une autre question de la plus haute importance qui s'est déroulée cette semaine a été la dispari-

tion des craintes de la dissolution qui menaçait la Corporation de l'acier depuis neuf ans. Dans les circonstances actuelles cette dissolution aurait pu entraîner un désastre. La Corporation de l'Acier aux Etats-Unis est la plus vaste organisation de l'univers. Son passif dépasse deux billions et demi de dollars. Ses services ont été très utiles aux armées alliées et ont aidé grandement, lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis, à la prompte extermination de l'ennemi.

Une dissolution à l'heure actuelle aurait été une honte nationale tout comme une calamité industrielle.

La loi Sherman a toujours été une malencontreuse entrave à la loi commune. Et toutes les décisions qu'elle a provoquées ont prouvé son inefficacité pour régler quoi que ce soit. On est arrivé petit à petit à s'écarter de la lettre de cette loi, si bien qu'aujourd'hui la décision dans le cas de l'acier est simplement basée sur la loi commune, qui a prouvé ainsi qu'elle suffisait à la tâche. La loi Sherman devrait donc être rappelée.

Nécessité de la réforme de la taxe

La facilité avec laquelle se placent les bons de l'emprunt français donne une idée de ce que l'on pourrait faire en ouvrant des crédits aux pays européens pour leur permettre de continuer leurs achats chez nous.

Un obstacle matériel à la réussite de ces projets qui sont du plus grand intérêt pour le pays réside dans le fait que vieux noyau de capitalistes qui soutenaient autrefois nos propres entreprises sont presque entièrement hors de combat. Les différentes taxes ont absorbé les fonds disponibles de ces quelques 400,000 personnes qui autrefois alimentaient l'industrie.

Les taxes aux Etats-Unis sont aujourd'hui de 600% plus élevées qu'avant la guerre. Et ce fait non seulement arrête sérieusement le placement des capitaux dans nos émissions ou dans celles de l'étranger, mais encore il aide à augmenter le coût de la vie.

Les taxes sur l'excès de bénéfices et sur l'excès de revenu absorbent les profits dont on avait besoin pour fortifier les entreprises commerciales; elles s'emparent pour une large part des fonds de placement qui jusqu'alors avaient fourni le capital pour développer le commerce et l'industrie; elles arrêtent l'ambition d'étendre les affaires et d'augmenter la production et poussent à l'extravagance de distribuer largement des dividendes, parce qu'autrement la plus grande part de ces profits irait au percepteur de la taxe.

Tous les intéressés, c'est-à-dire toute la population devrait demander au Congrès de remplacer ces taxes par une taxe scientifique basée sur les ventes qui procurerait probablement de 4 à 5 billions de dollars par an. Cette taxe serait collectée

(A suivre page 78.)